PN ACF-437
101936

CONFÉRENCES RÉGIONALES SUR L'ENVIRONNEMENT

GRAND SUD SUD-EST, SUD ET GRANDE-ANSE

HOTEL LA JACMELIENNE 14-19 NOVEMBRE 1998, JACMEL

GRAND NORD NORD-EST, NORD ET NORD-OUEST

HOTEL BECK 22-27 NOVEMBRE 1998, CAP-HAITIEN

GRAND CENTRE. OUEST, ARTIBONITE ET PLATEAU CENTRAL

HOTEL MOULIN SUR MER 30 NOVEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1998

Introduction

Cette serie de « Conferences Regionales, Debats et Consultations » sur l'Environnement organisee par les projets ASSET 2000/ARD-PACTE/ADF-ASOSYE et le Secretariat du Plan d'Action pour l'Environnement du Ministere s'inscrit dans la demarche de doter Haiti d'un Plan d'Action sur l'Environnement pour l'ensemble du pays Le but central de cette serie etait de reunir d'un côte les experts nationaux sur les questions environnementales qui travaillent de façon etroite avec le Secretariat du PAE, et d'un autre côte les representants de diverses organisations de la societe civile et des elus des gouvernements locaux Ces experts ont eu a faire un tour d'horizon sur l'etat de degradation de l'environnement Haitien actuel dans tous ses aspects et a proposer des mesures d'intervention rapides qui sont capables d'inciter un renversement des tendances actuelles

Cette activite qui devait toucher toutes les regions du pays etait organisee comme suit

- **14 - 20 Novembre 1998 Grand Sud regroupant les départements du Sud, de la Grande-Anse et du Sud-Est à la Jacmélienne (Jacmel),**

- **22 - 27 Novembre 1998 Grand Nord reunissant les departements du Nord, du Nord-Ouest et du Nord-Est à l'Hôtel Beck au Cap-Haitien,**

- **Du 30 Novembre au 6 Decembre 1998 Grand Centre pour les départements du Centre, de l'Ouest et de l'Artibonite à l'Hôtel Plage Moulin Sur Mer sur la Côte des Arcadins**

Les trois conferences ont suivi le même schema avec la presentation thematique par les experts enviromentaux, suivi d'ateliers de travail par les representants de la societe civile, d'une presentation de leur travail par ces representants aux elus locaux (maires ou personnel municipal) , de presentation thematique par les experts aux maires et d'ateliers de travail par les maires Le rapport sera donc presente comme suit

(1) la presentation thematique par les experts environmentaux pour toutes les trois (3) conférences regionales,

(2) les resultats des différents ateliers par les representants de la societe civile et la présnetation de leur travail aux maires ,

(3) *les resultats des differents ateliers de travail des maires*

Partie I

Présentations Thématiques

Les presentations thematiques ont commence avec les propos de bienvenue du Coordonateur du Secretariat du Plan d'Action pour L'environnement, l'Agronome Ronald Toussaint Il a remercie les participants, au nom du Ministere et du gouvernement pour leur presence « a ce rendez-vous, combien important pour l"ensemble du pays » Il a tenu aussi a souligner que cette serie de conferences resulte de l'effort commun du Gouvernement et de ses partenaires nationaux et internationaux, qui ont contribue au procesus de l'elaboration du plan et a la tenue de cette serie de conferences, notamment le projet ASSET 2000 et l'ACDI pour leur support materiel et les projets ADF-ASOSYE et ARD-PACTE pour leur support logistique combien important qui ont ete determinants pour le Secretariat Cette serie de conferences, selon lui, est l'aboutissement du procesus qui a debute il y a plus d'un an avec l'elaboration de plans communaux qui ont emmene les techniciens du Secretariat du PAE dans plus de 93 communes, ou ensemble avec les maires ou leur personnel et des organisations de la societe civile ils ont tenu des tables rondes sur les problemes environnementaux au niveau communal L'environnement est le point central d'un pays quand l'on parle de sante ou de developpement economique durable, d'augmentation de la production agricole a long terme ou d'un regime energetique viable, de developpement touristique ou d'exploitations des mines et carrieres des carrieres

Il a ensuite presente les experts environnementaux qui devait fait un tour d'horizon sur les differents aspects de l'environnement Haitien Les differents themes ou aspects de l'environnement qui etaient developpes sont les suivants

- **Développement des ressources humaines ,**
- **Cadre légal et institutionnnel dans l'environnement,**
- **Diversite biologique et environnement ,**
- **Environnement urbain et industriel ,**
- **Energie et environnement ,**
- **Ressources naturelles et terrestes ,**
- **Cataclysmes et environnement ,**
- **Mines et carrières ,**
- **Ressources marines et côtières**

Développement des Ressources Humaines

Le theme « *developpement des ressources humaines* » en environnement a ete developpe par l'Agronome Ernst Weche L'etat de la degradation actuelle de l'environnement Haitien n'est pas un hasard, selon l'Agronome Weche « c est le resultat de la meconnaissance par le citoyen Haitien de son milieu environnemental » Cette meconnaissance elle-même est le fruit du manque de ressources humaines en matiere environnementale Ceci ajoute a d'autres problemes contribuent aux problemes suivants

- Le bouleversement et l'alteration de l'environnement rural et naturel qui devient de plus en plus menaçant pour les êtres humains ,
- L'asphyxie acceleree de l'espace urbain et social qui engendrent des problemes (tels violence, deliquence, sante, ect) de plus en plus dificiles et complexes a resoudre ,
- L'environnement culturel devient de plus en plus menace a cause de sa fixite et la disparition de son milieu de survie naturelle

Comment approcher ces multiples problemes et autres ? Il preconise un Programme de Developpemnt des Ressources Humaines capable de

- Donner a la population Haitienne les connaissances et habilites suffisantes pour mieux comprendre les enjeux et problematiques environnementaux ,
- Placer l'information, la sensibilisation, l'education et la formation au coeur des interventions de soutien, d'encadrement et de coordination conduites par le Ministere ,
- Toucher l'ensemble de la population dans tous leur sphere d'activite que ce soit a l'ecole, au travail ou a la maison ,
- Toucher l'apprentissage des metiers et professions lies a l'environnement comme specialement les ingenieurs urbanistes, les architectes, les enseignants, le personnel de la sante publique, les industriels, les administrateurs, etc de façon speciale

Pour ce faire, il recommande a court et a moyen terme quelques des actions[1] suivantes

- Augmenter le nombre de cadres et techniciens specialises au Ministere ,

[1] Pour une liste exhaustive des actions a entreprendre dans le domaine du "Developpement des Ressources Humaines" voir le texte complet de l'agronome Ernst Weche dans RESUME DES DOCUMENTS THEMATIQUES, du Secretariat Du Plan pour L'Environnement, Version Novembre 1998

- Maintenir, consolider et developper les ressources de l'expertise dans le but de garantir des strategies de prevention et d'intervention appropriees ,
- Connaitre les forces et faiblesses des organisations de la societe civile impliquees dans la protection de l'environnement afin de les renforcer et de pouvoir mener avec elles des actions conjointes et complementaires ,
- Contribuer a des actions de promotion de l'education et de la fromation relatives a l'environnement ,
- S'assurer de l'accessibilite des ressources educatives en matiere d'environnement aux populations non scolarisees
- Etc

Et du côte du Ministere de l'Environnement, il appelle a

- La priorisation de la mise en place (formation et recrutement) d'une equipe multidisciplinaire au Ministere afin d'assurer des services de support (information, encadrement, documentation, etc) a la population ,
- La publication d'un repertoire identifiant l'ensemble des intervenants (publics, prives et communautaires) du reseau, ainsi que des outils de communication et de sensibilisation sur la problematique environnementale ,
- La favorisation, au niveau des collectivites territoriales, d'un developpement concerte des ressources humaines, au benefice des institutions locales et organismes communautaires interesses ,
- La production et la diffusion d'informations sur les causes et les consequences de la deterioration de l'environnement liees a la pauvrete

Ces actions menees de façon systematique et continue aideront a mieux gerer le deficit en ressources humaines les problemes environnementaux

Cadre Légal et Institutionnel

L'intervenant pour le « *cadre legal et institutionnel* » a ete Maitre Jean-Carmel Sylvain Il a surtout tenu a souligner la desuetude de bon nombre des lois Haitiennes sur l'environnement et sa gestion Il a aussi parle de la meconnaissance de nos lois sur l'environnement par les citoyens d'une part et de leur non-application par les autorites competentes d'autre part A ceux-la on devrait ajouter selon lui, « le manque de consensus patent sur la question environnementale par l''ensemble des citoyens du pays quelque soit leur origine social ou geographique » Avoir de lois dans de tels cas ne serviront pas a grande chose, parce que « la loi c est le consensus ou nous nous trouvons tous confrontes a prendre compte des consequences de nos actions pour ne nuire aux autres et a l''environnement » Or, en l'absence d'un consensus personne ne se reconnaitrait dans les lois quelque soit leur origine ou bien fonde Que faire dans cette circonstance ? Eh bien il recommande entre autre

- L'etablissement d'un consensus[2] sur la question environnementale par l'ensemble de la nation ,
- Un effort serieux devrait être entrepris pour faire de l'information environnementale une priorite, ainsi tout le monde serait a même de mieux juger de leur comportement face a l'environnement ,
- L'etablissement d'un organisme pour la surveillance environnementale a partir d'etudes d'impact environnemental ,
- Prendre des actions rapides contre le non-respect des conventions internationales, des normes qui regissent les dechets transfrontalieres ,
- L'elaboration d'un projet de lois pour la mise en application des normes particulieres et generales a l'environnement

Le debat sur l'environnement et les lois doit être continue, sinon les lois seront de courte duree parce que la population ne se reconnaitrait plus dedans parce que non informee

[2] Ce consensus est deja en cours avec l'elaboration du Plan d'Action pour l'Environnement ou tout le monde se retrouverait Il croit qu'a partir de ce consensus que les lois environnementales decoulerait automatiquement parce que devenu evidentes

Diversité Biologique

Le volet « diversite biologique » a ete traite par l'Agronome Ronald Toussaint Il a commence son expose par la question suivante pourquoi la diversite biologique est importante a un pays comme Haiti ?

Vu l'etat de notre pauvrete, on aura tendance a dire que nous n'avons pas les ressources necessaires pour faire de la diversite biologique notre priorite Mais ce serait mal aborde la question, parce que selon lui « nombre de pays qui n est pas mieux loti qu Haiti ont demontre que cet aspect pourrait servir comme l'un des points de depart pour le lancement d'un developpement touristique reel durable » En effet, il y a aujourd'hui dans le secteur touristique toute une tranche de clients qui n'est interessee qu'a l'environnement et a la diversite biologique Haiti pourrait tirer partie de cet interêt vu qu'elle possede des especes vegetales qui n'existent nulle part ailleurs, et dont elle seule est capable de faire jouir les benefices par le reste du monde Il est estime que le pourcentage de ces especes qui lui est endemique represente 37% de son total, loin devant la Republique Dominaine et beaucoup de ses voisins Caraibeens Ceci represente un atout dont Haiti pourrait utiliser pour developper son secteur touristique

Pour cela, il faudrait que des mesures de redressement soient envisagees pour sortir du climat d'abandon en matiere de diversite biologique Un bref coup d'oeil sur l'image actuelle de ce secteur important de l'environnement Haitien ferait ressortir pas mal de problemes tels que

- Les aires protegees dediees a la conservation de la diversite biologique constituent que 0,35% du territoire du pays, ce qui vient loin derriere d'autres pays de la Caraibe comme la Republique Dominicaine (19,91%), Cuba (6%) et la Jamaique (3,2%) ,
- La responsabilite de la gestion, preservation et conservation de la biodiversite pour la liste non exhaustive de 35 sites designes est diluee a travers 3 principaux Ministeres (MARNDR, Culture et MDE), et seuls deux de ces derniers (le Parc Macaya et la Citadelle) ont fait l'objet d'une prise en charge institutionnelle ,
- Les populations locales ne sont pas assez impliquees et informees sur les enjeux et objectifs de la biodiversite ,
- Carence de personnel national qualifie pour les actions de conservation, de reproduction et de planification , etc

Outre le secteur touristique, l'Agronome Toussaint a parle du potentiel pharmaceutique que beaucoup de nos plantes sauvages (que beaucoup voient comme des parasites-raje) representent pour le futur Pour lui, en effet la diversite biologique represente le potentiel « *or vert* » pour le futur

Environnement Urbain et Industriel

L'Ingenieur Pierre Adam s'est penche sur le cas de l'environnement urbain et industriel Son analyse a ete basee sur des seances de travail et des visites de terrain effectuees a Port-au-Prince et des grands centres urbains ainsi que certains industries generant des produits dangereux pour la sante Ces travaux ont permis selon lui, de realiser

- un lisrting de toutes les industries operant en Haiti ,
- preparer un graphique montrant le contraste existant au niveau de l'habitat humain (quartiers residentiels, bidonvilles) ,
- une comprehension sur les principales sources de pollution de l'eau, de l'air et du sol dans le milieu rubain et aussi les sources de l'amoncellement des ordures, la bidonvillisation et l'emission des gaz ejectes par les vehicules

Pour faire face a ces problemes, il plaide pour qu'une partie du plan soit reservee exclusivement au traitement de l'environnement urbain et industriel Cette partie doit traiter les aspects de l'Habitat, de l'Eau potable et de l'assainissement, du Transport urbain, de la Pollution urbaine (sur toutes ses formes), de l'Education environnementale et de la Sensibilisation du public Pour lui, l'element le plus important de tout l'aspect « environnement urbain et industriel » et qui a ete absent du debat en Haiti c'est la question de normes et de standards pour tous les sous-secteurs sus-cites Pour avancer on doit commencer avec l'etablissement de normes et standards et leur application et respect par tout le monde

Energie et Environnement

L'Ingenieur Wilfrid Saint-Jean a fait part a l'audience du bilan energetique catastrophique d'Haiti En effet, voici quelques unes des statistiques dont il a partage avec les participants

- 80% de l'offre energetique du pays est satisfaite par des ressources locales dont 71% par les ressources ligneuses, 4% par la bagasse et 5% par l'hydroenergie ,
- le reste de 20% de l'offre energetique est comble par les importations de produits petroliers raffines liquides et gazeux ,
- la couverture forestiere naturelle du pays est passee de 60% en 1923 a 1 44% en 1989, utilisee comme energie ,
- le secteur domestique consomme 92% de l'energie produite et le secteur transport 60% des produits petroliers, ce qui signifie que la presque quasi totalite de notre consommation energetique est utilisee pour des raisons autres que la production de biens et de services (d'ou notre decadence economique constante) ,

- 35 a 50% des devises generees vont pour l'achat de combustibles petroliers ,
- la consommation energetique Haitienne per capita est seulement la dixieme (1/10) de la moyenne mondiale, la plus faible du continent Latino Americain et l'une des plus faibles du monde ,
- le chiffre d'affaires pour le charbon de bois represente environ 65 millions de dollars americains (contre 100 millions $US pour les produits petroliers), et fournit du travail a 50,000 personnes et en plus pourvoie aux besoins en combustibles de plus de 95% de la population des villes , etc

Ajoutes a ceux-ci, l'Ingenieur Saint-Jean a cite d'autres problemes tels

- l'application coûteuse de la regulation des normes et standards en matiere energetique ,
- l'utilisation abusive et irrationnelle des ressources forestieres ,
- l'absence de centres de formation et par consequent de cadres competents dans le secteur de l'energie ,
- l'inadequation entre la politique fiscale adoptee et des objectifs economiques et environnementaux clairs ,
- la quasi absence de sources d'energies primaires conventionelles et l'insuffisance des infrastructures de stockage des produits petroliers

Mais comment resoudre ces problemes la ? L'Ingenieur Saint-Jean propose une startegie energetique qui devra être mise en oeuvre a travers un Plan Directeur National d 'Energie Sa gestion sera assuree par un organisme qui devra être dote de l'autorite necessaire pour planifier, financer et contrôler les activites dans le domaine Ce plan d'energie devrait être guide, selon lui, par trois axes principales qui sont

1 la mise en place d'un programme de sources alternatives d'energies au bois et au charbon de bois ,
2 la mise en place d'un programme de developpement de sources locales d'energies nouvelles et renouvelables (avec l'energie de la biomasse en tête) ,
3 la mise en place de structures administratives adequates pour concretiser les actions prevues par le plan et veiller a un contrôle plus stricte des standards sur l'energie en rapport avec l'environnement

Outre ces mesures, il recommande la mise a jour de la legislation sur l'energie qui devrait permettre une meilleure articulation de la politique energetique citee plus haut en creant les organismes necessaires a sa mise en oeuvre [3]

[3] Pour une plus ample et plus complete lecture des mesures proposees dans ce domaine et dans les autres secteurs de l'environnement voir op cit

Ressources Naturelles et Terrestes

Le presentateur pour ce theme etait l'Agronome Joseph Vernet Il a surtout attire l'attention sur l'etat d'effritement de toutes nos ressources, qu'elle soit l'eau, le sol, les forêts Il a fait une breve recapitulation sur l'evolution de la disparition de nos forêts et avec aussi nos sols et notre eau souterraine Pour la situation actuelle voici le tableau qu'il a presente

- Pour les sols
    1. Sur les 30 principaux bassins versants, 12 sont deja tres degrades et atteignent le point de non retour ,
    2. Une etude realisee en 1991 estimait que 20% des sols de montagnes sont trop degrades pour continuer a produire des cultures annuelles, et 30% etaient serieusement menaces et risquaient d'être perdus si rien n'est fait pour les proteger et les 50% restants etaient chaque jour de plus en plus menaces par l'erosion ,
    3. Chaque annee, le ruissellement des eaux des pluies et des rivieres en crues charrie pres de 37 millions de tonnes de sols et sediments equivalent a la perte de 12,000 hectares de sols chaque annee ,
    4. Cette perte est difficilement renouvelable, parce qu'il faut donner a la nature 35 ans pour generer 1mm de sol ,

- Pour l'eau
    1. A cause de l'erosion acceleree des terres seulement 10% de l'eau des pluies arrive a infiltrer dans les sols pour maintenir la base aquatique ,
    2. La mauvaise gestion de l'eau entraine des pertes qui aggrave la pression sur nos rivieres et sources qui diminuent d'annee en annee a cause de l'erosion ,

Les recommendations sont les suivantes

- Lutter contre le deboisement a travers des programmes de reboisement au moyen d'essences forestieres ou fruitieres, et des programmes de mise en terre de plantules pendant la saison pluvieuse la ou l'arrosage n'est pas possible ,
- Compenser les pertes de production dues a l'erosion en augmentant de 2% par an la production des cultures annuelles de plaines ou de pentes inferieures a 20% ,
- Creer des lois en vue de preserver et de conserver les ressources naturelles ,
- Cooperer avec d'autres pays pour profiter de leurs recherches et de leurs experiences, etc

Ces mesures la et d'autres appliquer de façon rationelle et continue pourrait aider a faire regresser la degradation et la disparition de nos ressources naturelles terrestes

Cataclysmes et Environnement

C'est en ces termes que M Oge Branly a commence son expose « dans la plupart des pays aujourd hui, on arrive a limiter l effet des catastrophes naturelles en planifiant a temps et en prenant des mesures de conservation Il semble qu en Haiti que ce principe que la plupart despays avances et moins avances arrivent a appliquer nous echappent pour une raison ou une autre »

En effet, Haiti, a cause de sa topographie et sa position geographique, est soumise a de nombreuses cataclysmes naturelles tels des cyclones, des tremblements de terre, des avalanches d'eau, des inondations, l'erosion et la secheresse

Le manque de preparation et de planification face a ces cataclysmes laissent de lourds bilans en pertes de vies humaines et materiels qui peuvent être evites Pendant le cyclone Georges Haiti a enregistre 250 morts avec un vent de moins de 100 km/hr contre 239 pour la Republique Dominicaine pour un vent de plus de 120 km/hr

Pour mieux planifier et eviter de telle perte dans le futur, M Branly fait les recommendations[4] suivantes

- L'adoption d'un plan national de mitigation de l'impact des cataclysmes ou des recherches seront entreprises pour aider les instances responsables a faire des choix plus economiques et ecologiques ,
- L'application de la loi de zoning en attendant sa revision ,
- La mise en place d'un bureau de recherche de haut niveau avec les moyens adequats pour classer les zones a risques et definir les nouvelles normes techniques de securite pour leur amenagement ,
- L'installation de systemes de donnees climatiques dans les zones reculees les plus vulnerables du pays , etc

Ces mesures entre autre pourront aider a mieux gerer les cataclysmes qui ne cesseront de faire surface annee apres annee

Mines et Carrières

La presentation de « mines et carrieres » a ete faite par l'Ingenieur Claude Preptit du Bureau des Mines et carrieres de l'Energie (BME) du Ministere des Travaux Publics Il a entretenu l'audience sur quatre points importants en ce qui a trait aux mines et carrieres , qui sont les aspects legislatif, institutionnel, recherche et exploitation

[4] Ici, comme pour les autres exposes, nous ne donneons qu'un bref aperçu de ce qu'a dit le presentateur Pour une idee plus complete de leur presentation voir soit "Resume Documents Thematiques" Op Cit ou Secretariat du PAE, Ministere de L'Environnement

La legislation qui regit les activites des mines et carrieres des est celle du 3 mars 1976 et le decret 2 mars 1984 Ils reglementent les activites des substances minerales et les produits des sur toute l'etendue du territoire

Du point de vue institutionnel, c'est le Bureau des Mines et carrieres de l'Energie (organisme autonome a caractere scientifique, technique et administratif) place sous la tutelle du Ministere des TPTC qui est en charge

Concernant les recherches, c'est seulement durant les annees 1970 que l'Etat Haitien a commence a poser la problematique de la recherche miniere en termes de prospections systematiques, d'inventaire et de mise en valeur des ressources minerales et energetiques selon l'Ingenieur Preptit Ces recherches ont permis de mettre en evidence un potentiel minier assez prometteur et extrêmement varie pour lequel les etudes de prefaisabilite existent, toujours selon lui

Du côte exploitation, il semble qu'en dehors de l'experience de l'exploitation de la bauxite a Miragoane par Reynols (13 millions tonnes d'extraction entre 1957 et 1982), de l'exploitation de cuivre a Meme Gonaives par la Societe d'Exploitation et de Developpement des Ressources Naturelles d'Haiti – SEDREN (1 5 millions tonnes de minerais a environ 2% de cuivre entre 1960 et 1971), et l'experience de l'exploitation des calcaires et des marnes par le Ciment d'Haiti, peu d'autres experiences ont abouti Cependant, il existe actuellement de serieux potentiel d'exploitations dans plusieurs localites du pays tels a Grand-Bois pres de Limbe, du Morne Bossa non loin de Milot, et dans les environs de Meme et Casseus (Gonaives/Terre Neuve) En effet, l'Etat Haitien a negocie avec plusieurs compagnies minieres comme la Societe Ste Genevieve-Haiti, la Societe Miniere Citadelle S A , la Newmont Mineral Exploration, la Societe Mazarin Inc et d'autres en vue d'approfondir les recherches sur les potentiels miniers de ces sites et d'autres dans Nord-Ouest, le Nord et le Nord-Est Il a toutefois ajoute que « l espace d instabilite politique, et l incoherence des autorites du Gouvernement Central et quelques representants des gouvernements locaux » n'incitent pas a une continuation de ces recherches Une partie de ces societes minieres ont deja commence a plier baggage vers des environnements plus stables, la plupart de ceux qui sont encore la envisagent de faire de même

Sur l'impact de l'exploitation de ces ressources sur l'environnement, il remarque « que c est surtout l exploitation des qui parait visible » pour le moment Ces extractions ont generes les impacts negatifs suivant

- Pertubation du regime des eaux d'etiage et de crues ,
- Affouillement a proximite des piles de ponts ,
- Affouillement important des berges en periodes de crues ,

Et pour les flancs de montagnes exploites aux environs de Port-au-Prince, ces effets sont encore plus spectaculaires et a quoi il faut ajouter

- L'erosion acceleree des versants ,
- La dimunition des reserves en eau souterraine des regions avoisinantes ,
- Des atteintes graves aux infrastructures

- L'insecurite des ouvriers ,
- Les gênes aux riverains ,
- Le danger routier induit par les camions de fort tonnage transportant les materiaux ,
- Les accidents mortels survenus a la suite d'eboulements et de glissements de terrain ,
- Etc

Pour les exploitations, il a signale le procede d'extraction qui necessiterait le traitement metallurgique au cyanure qui devrait utiliser soit la methode de lixiviation en tas ou lixiviation en cuve Par la suite, cette solution lixiviee pourrait engendrer la creation d'acides et la percolation de ces acides dans les eaux souterraines En plus, il faudrait prevoir l'evacuation et le stockage de ces decharges pendant la duree de l'exploitation (soit environ 20 ans pour des exploitations comme celles de Grand-Bois et de Morne Bossa) d'un cote, et l'eau necessaire pour l'ensemble de l'installation d'une de ces exploitation la (soit 1400m3/h)

Il a tenu a preciser qu'il ne faut pas seulement voir le cote simplement negatif de ces activites, parce-que du point de vue economique ça pourrait rapporter beaucoup pour l'ensemble du pays L'exploitation du gisement d'or a Grand-Bois, a elle seule, rapporterait des revenus dans l'ordre de US $ 22 millions en biens et services locaux, 22 millions en impôts sans compter les dividendes qui devraient être distribuees aux investisseurs Haitiens et etrangers et l'equipement Pour l'exploitation des , il a seulement remarque que « quinconque connait bien le secteur de construction de la capitale n hesiterait pas a parler de son extrême importance pour la survie » de ce secteur, qui a bien des egards genere le plus d'activites de production du pays depuis un bon bout de temps

A la question comment arriver a une exploitation plus environnementale de ces ressources, il a repondu que les dispositions suivantes devront être adoptees

- La realisation d'une etude d'impact sur l'environnement avant la mise en exploitation des gisements
- Le choix de la methode de lixiviation en cuve (vat leaching) beaucoup plus securitaire que la methode de lixiviation en tas pour le traitement des minerais
- Un contrôle periodique des dechets de minerai dans lesquels le taux de cyanure residuel ne devrait en aucun cas être superieur a 0 02mg/l (les normes internationales preconisent 0 05mg/l)
- Un contrôle de l'environnement pendant deux (2) ans au moins apres l'exploitation
- Un « Fonds de Rehabilitation de l''Environnement » gere conjointement par le BME et la Societe
- La rehabilitation des sites exploites
- La formulation et mise en application d'un « Plan directeur des exploitations et des approvisionnements de materiaux de » pour chaque grande ville d'Haiti s etalant sur des periodes de 10 a 20 ans
- La ratification en urgence du projet de Loi miniere

- L'elaboration d'une « Politique miniere nationale » axee sur la protection de l'environnement et le developpement socio-economique du pays

Ces mesures, selon lui, entre autres devront être capables d'aider dans la mise en place et la poursuite d'une gestion plus rationelle des ressources minieres

Ressources Marines et Côtières

La Presentation sur les « ressources marines et cotimarines et cotieres » etait assuree par l'Oceanographe, le Dr Ernst Wilson Selon lui, « Les ressources marines et côtieres sont parmi les plus abusees et les plus negligees des ressources naturelles d'Haiti » En effet, la Republique d'Haiti est baignee par 1,770 Km de côte et dispose d'un plateau continental de 5000 km2 riches en ressources mal et/ou non-exploitee Par cette côte transitent les denrees qui apres être utilisees sur terre, lui sont retournees sous forme de detritus, toxines et de dechets humains

La situation actuelle de l'environnement marin est complexe Les principaux axes routiers etant côtieres provoquent une surpopulation sur le littoral Dans les grands centres urbains (Port-au-Prince, Cap-Haitien, Gonaives) ou les activites humaines causent d'enormes destructions, on enregistre une forte sedimentation de plusieurs millions de metres cubes de boue et graviers venant des bassins versants peripheriques Le manque de services de collecte et de truitiers adequats constituent un des problemes majeurs de l'environnement En outre, les eaux noires (matieres fecales), grises (domestiques et industrielles) et les huiles des garages et vidange vont directement a la mer

Actuellement, de gros efforts sont entrepris pour la protection de certaines aires marines Parmi la liste des trente cinq (35) sites a proteger figurent de nombreux recifs coralliens comme les Arcadins, les Mangroves, les lacs estuarins et les îles satellites (La Tortue, la Gonave) Cependant d'autres problemes comme la gestion des bassins versants, des dechets, l'education environnementale et l'application de la loi doivent être resolus pour satisfaire les besoins en conservation et gestion de l'environnement marin et côtier

En depit de l'urgence, les actions environnementales envisagees par les institutions nationales concernees sont restees encore des recommandations

- Limiter l'utilisation de materiaux non recyclables et non degradables par une campagne d'education de l'environnement
- Elargir l'education ecologique de tous les secteurs y compris les decideurs, les utilisateurs de ressources et la jeunesse
- Developper des aires proposees car leur potentiel naturel et biologique les habitent a être des pôles d'attraction touristique

Creer un organisme responsable des ressources marines et lui donner l'autorite de ses attributions

A la fin de ces presentations terminees, il a toujours eu entres les diverses audiences presentes et les experts des questions et d'autres commentaires sur les sujets presentes Ces point d'echange ont permis de part et d'autre de ramener ces presentations souvent techniques a des niveaux plus comprehensifs pour l'assistance Ils ont aussi permis une meilleure comprehension du rôle de chacun dans la question environnementale Qu'il soit l'Etat represente par le Ministere de l'Environnement et les differents autres Ministeres ou leurs actions et domaines d'interventions affectent l'environnement , qu'il soient les Mairies et autres instances des Collectivites Territoriales qui sont en principe les gerants et garants de la chose publique dans leurs contrees, Mairies, Departements, etc , que ce soit les representants de la Societe Civile, qui sont les mieux places pour agir d'une façon plus responsable face a l'environnement de part leurs actions diverses qui auront toujours des repercussions sur l'environnement

Partie II

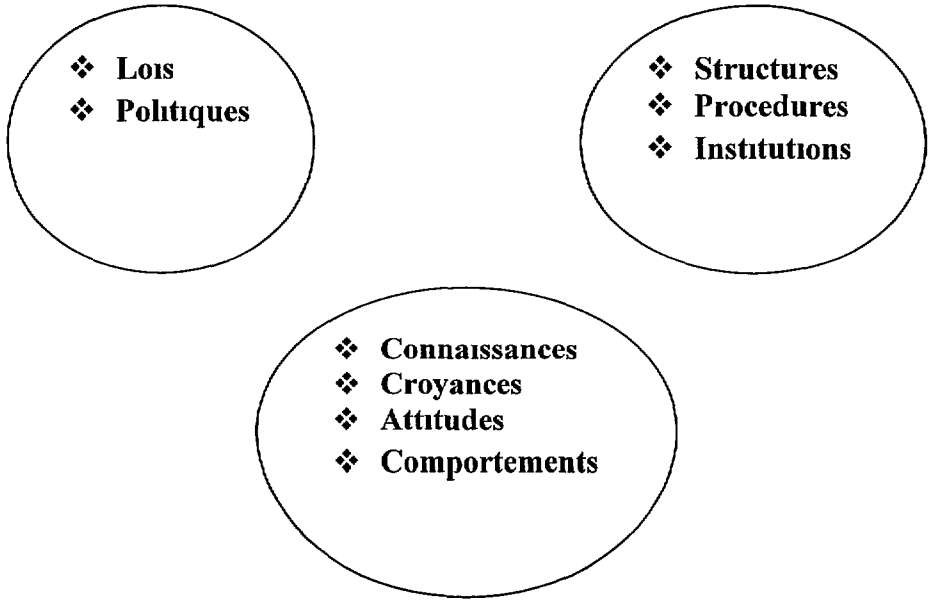
CONFERENCE DU GRAND SUD SUR L'ENVIRONNEMENT

VILLE DE JACMEL

Principaux Résultats

La Société Civile

Apres les presentations et la periode d'echange avec les experts consultants environnmentaux du PAE, les representants de la societe ont ete divises en trois (3) ateliers de travail de couleurs differentes signifiant les divers secteurs environnementaux L'atelier vert representait l'environnement naturel, le marron l'environnement urbain et industriel, et le bleu l'environnment marin et les autres aspects de l'environnement qui ont a voir avec l'eau Les facilitateurs d'ASOSYE (soit 3 par atelier) ont travaille avec ces ateliers ou ils leur ont introduit la methode « CAUSAL », un outil d'analyse qui devait leur permettre d'analyser systematiquement les causes d'un probleme environnemental (ou tout autre probleme) Cet outil consistait a guider la discussion des participants pour leur emmener a poser la question ou est situe le probleme ?



En effet, le defi etait de les porter a situer le probleme (qu'il soit environnemental ou autre) et a definir ses contours (du côte programmatique et legal , du côte institutionnel , et enfin du côte incidence humaine) pour mieux l'apprehender et pouvoir porter les remedes convenables au côte ou il se situe Apres ces exercices, les facilitateurs ont travaille en commun avec les representants du CFET ou ils devraient atteindre les resultats suivants

- Une priorisation des aspects environnementaux pour chaque departement par les representants de chaque departement a partir des consultations communales et de leur connaissance de leur milieu respectif,
- Definir comment ces problemes environnementaux sont manifestes dans chacun de ces secteurs et proposer des actions prioritaires qui devront être menees pour adresser le probleme en question ,
- Definir une structure de gestion de l'environnement deconcentree pour chacune des regions

RÉGION GRAND SUD

PRIORISATION SECTEUR

Priorisation des secteurs environnementaux au niveau des departements de la region "Grand Sud", incluant les departements du Sud,
du Sud-Est et de la Grande-Anse

DEPARTEMENT DU SUD

- Catalysme
- Energie
- Ressource Terrestre
- Eau & Assainissement
- Cadre Legal & Institutionnel
- Biodiversite
- Ressources Côtieres & Marines
- Mines & Carrieres

DEPARTEMENT DE LA GRAND'ANSE

- Biodiversite
- Ressource Terrestre
- Eau & Assainissement
- Ressources Côtieres & Marines
- Energie
- Mines et carrieres

DEPARTEMENT DU SUD'EST

- Ressources Terrestres
- Eau & Assainissement
- Biodiversite
- Energie
- Ressources Côtieres & Marines
- Mines & Carrieres

Le tableau suivant represente les propositions de solutions faites au niveau departemental pour les problemes qui ont ete identifies par les consultants du PAE durant leur passage aux communes du departement en question et selon l'ordre de priorite retenu par les represnetants des departements

Previous Page Blank

Departement du Sud

SECTEUR

- **Cataclysme**
- **Energie**
- **Ressource Terrestre**
- **Eau & Assainissement**
- **Biodiversite**
- **Ressources Marines & Côtieres**
- **Mines & Carrieres**

MANIFESTATIONS

- Perte de sol arabe
- Deboisement
- Diminution des Sources
- Pollution de l Eau
- Disparition des especes vegetales et animales
- Destruction des mangroves
- Exploitation anarchique des carrieres

ACTIONS PRIORITAIRES/ACTEUR

- Programme IEC sur l importance du reboisement (Soc Civ & Gouv t)
- Reglementer l application des lois
- Programme IEC sur l'importance du reboisement a la radio
- Vulgarisation des lois
- Campagne de reboisement
- Programme IEC sur l'importance du reboisement a la radio
- Vulgarisation des lois
- Campagne de reboisement
- Reglementer la construction des latrines et des cimetieres
- Etablissement de sentinelle pour la surveillance des ecosystemes menaces
- IEC sur la construction latrines et cimetieres
- Etablissement de sentinelle pour la surveillance des ecosystemes menaces
- Reglementer l'exploitation des mines et carrieres carrieres
- IEC sur la reglementation des mines et carrieres carrieres

Sud-Est

SECTEUR

- **Ressources Terrestes**
- **Eau & Assainissement**
- **Biodiversite**
- **Energie**
- **Catalysme Naturelle**

MANIFESTATIONS

- Deboisement/Erosion
- Contamination de l'eau/Absence d eau potable
- Disparition de certaines especes vegetales et animales
- Absence d'electricite
- Probleme de sedimentation/Destruction des niches ecologiques

ACTIONS PRIORITAIRES

- Mise en place de pepiniere/Conservation du sol
- Renforcer la Base organisationelle Coordonner et contrôler la distribution des pepinieres,
- Participer aux travaux de sol
- Vaste programme de latrinisation selon les normes en masse
- Mise en place d un systeme d'aide d eau potable
- Mise en place pepinieres des especes en disparition/ Reduction des exploitations d'especes vegetales & animales les plus rares
- L'identification de certains especes en voie de disparition
- Utilisation d'autre source d energie (metanisation-solaire-eolienne)
- Vaste campagne de motivation au niveau de la population sur l'utilisation d autres sources d energies
- Implantation des haies, murs sec-gabions autour des rivieres
- Inciter et participer activement a l'implantation des travaux

Grande-Anse

SECTEUR

- **Biodiversite**
- **Ressources Terrestes**
- **Eau & Assainissement**
- **Ressources Marines & Côtieres**
- **Energie**
- **Mines et carrieres**

MANIFESTATIONS

- Diminution des especes vegetales et animales
- Deforestation
- Non exploitation des ressources en eau
- Pollution
- Pollution de la mer
- Erosion
- Exploitation anarchique des mines et carrieres

ACTIONS PRIORITAIRES

- Education environnementale et promotion economique et sociale
- IEC sur la vulgarisation des lois sur la protection de l environnement
- Transformation de l'eau en energie/Construction de barrage
- Contrôler les interventions des ONG
- Programme de gestion des dechets
- Promotion du reboisement
- Programme de conservation de sol
- Programme de gestion rationnelle des mines et carrieres

Structure de Gestion Décentralisée de l'Environnement Proposée par la Société Civile de la Région du Grand Sud

Propositions de la structure de gestion

La structure proposee pour le suivi du plan d'action dans la region Sud est la suivante

DENOMINATION	***Comité de Réhabilitation et la Protection de l'Environnement Communal,/ Départemental,/ Regional (CRPEC, CRPED, CRPER)***
NATURE	***Departemental***
PORTEE	***Communale, Départementale, Regionale***
COMPOSITION	***Communale 5, departementale 9, Régionale 13***
REGIE	***Par des règlements internes***
MISSION	***Travailler a l'amélioration et la protection de l'environnement***

Présentation de la société civile aux Maires

Les representants de la societe civile ont presente les resultats de leur travail aux maires de la region durant l'apres-midi de la troisieme journee de ces conferences regionales Un debat s'ensuivait en ce qui concernait le niveau de responsabilite accorde aux differents secteurs etatiques (Gouvernement Central/Collectivites Territoriales) d'un côte et les representants de la societe civile d'un autre Les representants des Collectivites Territoriales pensaient que le niveau de responsabilite devrait être plus fort du côte de la societe civile et du Gouvernement Central pendant que les representants de la societe civile eux de leur côte pensaient que l'initiative sur la question environnementale doit provenir de ces deux instances etatiques en premier lieu C'est toute la question de la decentralisation qui avait la priorite dans les debats sur les niveaux de responsabilite et d'initiative d'action sur l'enviroonement durant ces trois conferences regionales Partout, dans le Sud, le Nord et le Centre du pays les tendances ont ete les mêmes

Tout de suite apres ces echanges entre les Maires et les representants de la societe civile des regions, les maires ont eu droit a leur tour aux presentations thematiques par les experts consultants du PAE Les echanges qui suivaient ces presentations etaient aussi vives et concernees que celles de la societe civile Le souci majeur de la plupart des maires est

- d'avoir des plans d'amenagement pour leurs villes qui incluait une vision de developpement

Les Maires – Ateliers de Travail

Les Maires ont continue avec les travaux commences par les representants de la societe civile Ils ont travaille en atelier reparti par differents secteurs bleu, vert et marron , ensuite par departement En voici les principaux resultats presentes sous forme de tableaux

TRAVAIL DE L'ATELIER BLEU AVEC LES MAIRES

L'EAU MER-RIVIERE

PROBLEME ABSENCE D'EAU POTABLE

CAUSES

Non application des lois
Absence de structures
Croissance de la societe civile
Manque d'information de la societe civile

SOLUTION/ACTION

- **Le SNEP et les autorites locales doivent vulgariser les lois sur l'eau potable et les faire appliquer**
- **Mettre sur pied un comite pour s'occuper de la formation de la population, surveiller et gerer l'eau potable dans les communes**
- **Mettre en place une politique pour conserver l'eau et augmenter la capacite en eau des zones deficitaires**
- **Mettre en place des reseaux d'information**

PLAN D'ACTION

- **Réunir les responsable et la societé civile pour les motiver et les éduquer sur la manière d'utiliser l'eau**
- **Identifier les zones n'ayant pas accès à l'eau potable**
- **Chercher des moyens de financement pour que la population ait accès à l'eau potable**

PROBLEMES GASPILLAGE DE L'EAU DES RIVIERES

CAUSES

Deboisement
Il n'y a pas de reglementations pour faire appliquer les lois
Manque de systemes d'irrigation
Absence de politique agricole
Les responsables n'utilisent pas l'eau comme source d'energie
Il n'y a pas de politique d'energie

SOLUTION

- Les mairies et la societe civile doivent entreprendre une vaste campagne de conservation de sol
- Le Gouvernement Central doit simultanement, mettre sur pied une politique agricole plus efficace

PLAN D'ACTION

☞ La mairie et la societe civile doivent motiver la population pour qu'elle cesse l'abattement des arbres sur les rivages Appliquer les lois qui ont rapport avec l'abbatement des arbres

TRAVAIL DE L'ATELIER VERT AVEC LES MAIRES

Environnement Naturel

MANIFESTATION

Deboisement irrationnel

CAUSE

Irresponsabilite du Ministere de l'agriculture
Les lois sur l'abattement des arbres ne sont pas appliquees
Il manque de formation et de connaissance et de formation sur l'environnement surtout sur l'importance des arbres
Crise economique et politique (chômage)
Il n'y a pas d'autres sources d energie
Absence d'agents forestiers
Augmentation de la population
Non application du plan d'amenagement territorial

ACTION PRIORITAIRE

- Projet de creation d'emploi
- Projet de banque de credit
- Application d'un plan sur l amenagement territorial et une politique de planning familial
- Augmentation de la production animale
- Campagne de sensibilisation et de motivation
- Adaptation et application des lois sur l environnement

CONFERENCE DU GRAND NORD SUR L'ENVIRONNEMENT

VILLE DU CAP-HAITIEN

La deuxieme conference regionale sur l'environnement pour la region du Grand Nord a debute le lundi 23 Novembre 1998, avec les representants de la societe Il a eu les presentations thematiques qui ont ete suivi d'une echange entre les representants de la societe et les experts-consultants du PAE Il a eu ensuite les ateliers de travail sur les differents aspects de l'environnement, voici les principaux resultats

THEME I ENERGIE

Manifestations
Coupe de bois

Causes
- Absence d agents forestiers
- Pas de revenu
- L Etat est demissionnaire
- Pas de motivation sur l'Environnement
- Il n'y a pas de reglements pour pouvoir faire appliquer les lois
- La Societe Civile ne comprend la politique des ONGs qui s occupent de l Environnement

Solutions
- Le Ministere de l'Agriculture ainsi que le Ministere de l'Environnement doivent etablir des bureaux bien structures dans chaque commune
- Le Ministere de l Environnement doit mettre sur pied une campagne de Motivation pour que la population puisse cesser la coupe de bois
- Le Ministere de l'Agriculture doit mettre sur pied des banques de Credit Agricole bien structurees dans chaque commune
- Le Ministere de l'Agriculture doit preparer un plan de reboisement pour tout le territoire ensuite informer la Societe Civile

Acteur Principal/ Acteur Secondaire
Ministere de l Environnement et le Ministere de l Agriculture/ La Societe Civile

THEME II RESSOURCES TERRESTRES

Manifestations
La Degradation du Sol

Causes
- Pas de conservation de Sol
- Deboisement
- Les Agriculteurs n ont pas de support techniqe pour bien travailler la terre

Solutions
- Le Ministere de l Agriculture et le Ministere de l Environnement en collaboration avec la Societe Civile doit faire un programme pour la conservation de sol
- Mettre sur pied un programme de formation pour les Agriculteurs les aidant a mieux travailler la terre

Acteur Principale/ Acteur Secondaire
MARNDR et le Ministere de l Environnement/ La Societe Civile

THEME III EAU ET ASSAINISSEMENT

MANIFESTATIONS
Pas d'eau Potable
Pas de Marche

SOLUTIONS
- Le SNEP doit prendre ses responsabilites pour mettre sur pied un programme de Captage d Eau Potable pour le Departement du Nord Ouest
- Le Ministere de l Agriculture doit etablir un programme d'Irrigation pour empêcher le gaspillage d eau
- Les Maires en collaboration avec la Societe Civile doivent etablir des Marches dans chaque commune
- et le Parlement doivent elaborer des lois pour pouvoir sanctionner qui ne font pas leur travail normalement
- Permettre a la Societe Civile de contrôler la gestion des Mairies

ACTEUR PRINCIPALE/ACTEUR SECONDAIRE
Le Ministere des Travaux Publics et de la Communication (MTPTC), MARNDR / La Societe Civile
Le Ministere de l Interieur, le Parlement les Maires / La Societe Civile

THEME IV ENVIRONNEMENT URBAIN

Manifestations

Pas de latrines
La Pollution d Eau

Solutions

- Le Ministere de la Sante Publique en collaboration avec les elus locaux trouvent un moyen de construire des latrines
- Le Ministere de la Sante Publique et les elus locaux doivent mettre sur pied une campagne de motivation pour l'Utilisation des latrines
- Etablir des Bureaux de Sante Publique bien structures dans chaque commune
- Mettre sur pied des Campagnes de Motivation pour la Protection de l'Eau

Acteurs Principaux/Secondaires

Le Ministere de la Sante Publique et les Elus Locaux/ La Societe Civile
Le Ministere de la Sante Publique et les Elus Locaux, le Ministere de l'Environnement / La Societe Civile

THEME V MINES ET CARRIÈRES CARRIÈRES

Manifestations

L exploitation des roches des Mornes, du Sable de la Mer et des Rivieres

Solutions

- Le Ministere des Mines et carrieres MARNDR doivent mettre des bureaux bien structures dans les Communes
- Le Ministere de la Planification doit pouvoir installer des bureaux dans chaque commune en collaboration avec le Ministere des Affaires Sociales pour repondre aux besoins de la Societe Civile
- Le Ministere de l'Education Nationale doit faire un programme dans les Ecoles pour montrer aux eleves l'importance de proteger l'Environnement
- Le programme d'Alphabetisation doit avoir un volet sur l'Environnement

Acteurs Principaux/Secondaires

Le Bureau de l Energie et des Mines et carrieres MARNDR, Le Ministere de l Education Nationale, La Secretairie d'Etat pour l Alphabetisation Le Ministere de la Planification / La Societe Civile

Ces resultats ont ete presente aux maires dans l'apres-midi de la troisieme journee, soit le mercredi 25 Novembre Voici 3 reactions positives venant de 3 maires de differentes localites

Le Maire du Nord'Est "je ferai de mon mieux afin de repondre a certaines demandes faites par les gens de ma communaute "

Le Maire Adjoint de Terrier Rouge " dans ma communaute les rivieres aux Pêches et Marion sont la et je crois aux changements qui peuvent se faire au niveau de l'eau "

Le Maire des Pêches "j'espere voir le suivi de ce bon travail que nous sommes entrain de faire"

Les Maires

Apres les debats autour de la presentation de la societe civile, les maires ont suivi les presentations thematiques qui se ont commence dans la soiree même du mercredi et ont termine le jeudi 26 Novembre dans la matinee

Ils ont ensuite continue avec le travail commence par la societe civile Les tableaux suivants representent les differents resultats obtenus au cours de ces ateliers

ATELIER VERT MAIRES

Problèmes

Deboisement
L'Exploitation Irrationnelle des Carrieres

Causes

- Les lois sur la protection de l Environnement ne sont pas appliquees
- La Surpopulation
- L'Absence du Plan de Developpement Economique
- Pas de motivation et de sensibilisation
- Le Ministere de l Agriculture n'assume pas ses responsabilites
- Les lois sur les Mines et carrieres ne sont pas appliquees
- Pas d'autres moyens pour construire

Solutions visées

- De faire appliquer des lois qui englobent la realite du pays
- Des campagnes de motivation sur l Environnement
- Ameliorer les conditions de vie des gens en creant du travail dans les Collectivites
- Les autorites locaux doivent s entendrent pour mettre sur pied un programme de motivation sur cette affaire de Mines et carrieres
- Les lois doivent être appliquees

Plan d'Action

Dans un delai d'un mois les maires vont se reunir avec d'autres autorites ainsi que la Societe Civile pour montrer l'importance de l Arbre (Pye bwa)

ATELIER BLEU

MANIFESTATIONS

Pollution de l'Eau
Erosion Marine

CAUSES

- Mauvais entretien du captage d eau
- Manque de latrines
- Les cimetieres, les hopitaux les marches, les poulalliers sont mal places
- Explosion demographique
- L'elevage libre
- Les lois ne sont pas appliquees
- La population n'est pas motivee
- La destruction des mangroves
- L'exploitation des coraux marins

PLAN D'ACTION

MTPTC/SNEP doivent trouver un moyen pour contrôler et traiter l'eau faire la formation et de la Societe Civile pour pouvoir mieux gerer le captage

Les Mairies en collaboration avec le MPCE doivent mettre en application les lois qui ont rapport avec le zonage

Le Ministere de l'Environnement et le MARNDR doivent proposer au parlement de reviser les lois sur la protection de l'Environnement et de mettre sur pied une campagne de reboisement et de participation pour la Societe Civile

Le Ministere de la Sante Publique en collaboration avec les collectivites Territoriales doivent sur pied un programme de latrinisation et une campagne de motivation

Les Maires feront des demarches pour faire appliquer les lois concernant la protection de l environnement de la zone cotiere

Les Mairies vont consulter le MPCE pour envisager un plan d amenagement de la zone et motiver la population

MARNDR doit creer un service d agents côtiers pour proteger les mangliers et faire une campagne de motivation sur la protection de l Environnement

Environnement Urbain et Industriel

Problèmes

Le detritus dans les rues

Causes

- L Explosion Demographique
- L Exode rurale
- Il n'y a pas de poubelles
- Pas de materiel pour ramasser les detritus
- L'Education Sanitaire de la population n'est pas faite
- Il n'y a pas de politique sectorielle (Industrie) pour gerer les dechets plastiques

Solutions

- Des campagnes d Education sanitaires
- Collaboration entre les pouvoirs locaux et les Ministeres suivants
- Ministere de la Sante Publique Ministere de l Environnement Ministere des Travaux Publics MARNDR
- La necessite d un site de decharge dans chaque commune
- Un plan de developpement et d'encadrement technique/financier pour les sections communales
- Un plan d Action rationnel pour la gestion et la protection de l Environnement

Plan d'Action

Les magistrats en collaboration avec le Ministere de la Sante Publique doivent travailler sur la construction des latrines

Les habitants des communes doivent pouvoir construire des latrines chez eux

Des rencontres mensuelles doivent se faire entre les representants des Institutions publiques et les Mairies

Des rencontres aussi entre les Mairies et la Societe Civile pour les aider a gerer le detritus

Chercher des terrains pour pouvoir faire des sites pour le rejet de detritus

Les Mairies vont faire appliquer des lois pour payer des taxes pour les dechets domestiques Installer des poubelles pour jetter des detritus (specialement le plastique) tels que des bouteilles de juna busta tampico etc

Environnement Naturel

Manifestations

Baisse de la fertilite du sol

Causes

- Erosion
- Secheresse
- Deboisement
- Mauvaise pratique agricole

Actions Priorisées

Le Ministere de l'Environnement et le Ministere de l Agriculture en collaboration avec les organisations de bases avec les secteurs de la societe civile doivent mettre sur pied une campagne de reboisement et conservation de sol

Ces ministeres vont organiser une campagne de motivation et de sensibilisation

Le Ministere de l Environnement le Ministere de la Sante le Ministere de la Justice doivent etablir une campagne d education et l application des lois sur la protection de l environnement avec l appui des elus locaux et les organisations de bases

RÉGION GRAND CENTRE

PRIORISATION SECTEUR

Le « Grand Centre » a suivi le même schema retenu pour les autres deux conferences regionales C'est-a-dire, il a eu en premier lieu les presentations thematiques pour les representants de la societe civile suivi de courtes echanges entre ces derniers et les experts consultants du PAE , les ateliers de travail de ce groupe, la presentation de leur travail aux maires dans l'apres-midi de la troisieme journee Durant la soiree, les maires ont participe aux presentations thematiques a leur tour, et durant les deux jours restants ils ont complete les travaux commence par les representants de la societe civile La conference a eu lieu entre le mardi 1er Decembre et le samedi 5 Decembre 1998 a l'Hôtel Plage Moulin sur Mer

Voici les principaux resultats de leur travail

PRIORISATION SECTEUR

Priorisation des secteurs environnementaux au niveau des departements de la region « Grand Centre », incluant les departements du Centre, de l'Ouest et de l'Artibonite

DEPARTEMENT OUEST
Energie
Biodiversite
Mines & Carrieres
Eau & Assainissement
Ressources Terrestres
Cotieres & Marines

DEPARTEMENT CENTRE
Energie
Biodiversite
Eau & Assainissement
Ressources Terrestres
Mines & Carrieres

DEPARTEMENT ARTIBONITE
Mines & Carrieres
Energie
Eau & Assainissement
Ressources Terrestres
Biodiversite
Environnement Cotieres & Marines

Comme pour les autres regions, les solutions proposees aux differents problemes environnementaux auquels font face la region du « GRAND CENTRE » ont ete presentees sous formes de tableaux par les resultats suivants

Département de l'Ouest

Propositions de solutions aux manifestations pour le departement de l ouest

Theme
Eau
Erosion
Ressources Marines & Cotieres

Manifestation

- Pollution de l eau
- Inondation
- Erosion
- Baisse de la fertilite du sol
- Deboisement
- Pollution et sedimentation des côtes
- Mauvaise exploitation des ressources marines

ACTIONS

- Captage traitement et distribution de l'eau
- Protection et surveillance des sources
- Amenagement Construction et distribution de poubelles par les usines qui fabriquent ou utilisent des produits en plastique
- Programme national de reboisement
- Conservation de sol
- Promotion augmentation production nationale
- Programme IEC
- Lois contre la pollution de la mer (vidange d'huile par les garages, dechets toxiques)
- Application des lois sur la pêche et mettre des agents de surveillance et de contrôle

	Sante									
BENEFICE[5]	E	E	E	E	M	E	E	M	E	M
	Infrastructure									
	F	E	E	E	M	F	M	M	E	F
	Ecosysteme									
	M	M	E	M	M	E	E	E	M	E
Coût	M	F	M	E	E	E	E	F	M	F

Acteurs Principaux / Secondaires

TPTC, SNEP, CAMEP, MDE, Secteur Prive, MJSP, MARNDR / Collectivites Territoriales, Organisations de la societe civile

[5] Pour les « Benefices et Coûts, » les indications E, M et F signifient soit le coût ou le benefice soit Eleve, Moyen ou Faible Pour les secteurs, nous avons sante, Infrastructure et Ecosysteme

Département du Centre

Propositions de solutions aux manifestations pour le departement du Centre

Theme
Energie, Biodiversite, Eau et Assainisssement, Ressources Terrestes, Mines et carrieres

Manifestation
Pas d electricite dans les communes
Gaspillage d'energie (rechaud indigene et les foyers)
Disparition des especes animales et vegetales
Diminution des sources et des rivieres
Pollution
Deboisement/Absence de systeme d'irrigation
Exploitation anarchique des mines et carrieres

ACTIONS
- Augmentation de la capacite de peligre pour deservir tout le departement
- Fabrication et distribution massive de rechaud ameliore et de Bip ti Cheri
- Campagnes de reboisement
- Reboisement des sources et la berge des rivieres avec des arbres endogenes
- Promotion des officiers sanitaires
- Programme de motivation, construction des latrines publiques dans les zones tres frequentes

			Sante			
BENEFICE	E	E	E	E	E	M
			Infrastructure			
	E	E	E	E	E	M
			Ecosysteme			
	E	E	E	E	F	E
Coût	E	E	E	E	E	F

Acteurs Principaux / Secondaires
TPTC, BME MARNDR, MSPP, MJSP, MDE / ONGs Collectivites Territoriales Mairies Organisations de la societe civile

Département de l'Artibonite

Propositions de solutions aux manifestations pour le departement de l Artibonite

Theme
Mines et carrieres, Ressources Terrestes, Energie, Eau et Assainissement, Biodiversite, Ressources Marines et Côtieres

Manifestation
Exploitation anarchique des roches et des sables
Fouille au niveau des berges
Deboisement/ Erosion
Perte d'energie
Pollution de l'eau
Disparition des especes vivantes
Pollution de la mer

ACTIONS
- Gestion rationnelle des mines et carrieres carrieres (loi agents de controle technique d'exploitation)
  Andiguement et gabionage
- Programme de conservation de sol et reboisement / agrosylviculture
- Programme agrosylviculture
- Utiliser autre source d'energie (soleil, vent eau)
- Traitement avec les especes endogenes
- Reboisement avec les especes endogenes
- Application de la loi et promotion agent de contrôle et de surveillance

	Sante
BENEFICE	E M E M E M E
	Infrastructure
	E E E M E F M
	Ecosysteme
	E M E E F E E
Coût	E E E E E E E

Acteurs Principaux / Secondaires
TPTC, BME MARNDR, MSPP, MJSP, MDE / ONGs, Collectivites Territoriales, Mairies, Organisations de la societe civile

Artibo/ Ouest/ Centre

Theme	Energie
Manifestation	Deboisement Utilisation abusive de charbon de bois Gaspillage energie Insuffisance d electricite
Action	Programme d agrosylvi-culture Promotion de technologie alternative Bip ti cheri rechaud ameliore et autres Promotion utilisation d autres sources d energies (soleil vent eau bagasse) Reparation de Peligre et protection des bassins versants
Options Strategiques	Programme energetique Programme agrosylvicole
Acteurs Principaux / Secondaires	TPTC MARNDR MDE BME / CT[6] organisations de la Societe Civile ONGs
	Mines et carrieres
Manifestation	Exploitation Anarchique des roches et sables
Action	Programme gestion exploitation des mines et carrieres Programme de logement avec un programme de technique de construction amelioree
Options Strategiques	Programme de gestion rationnelle des mines et carrieres carrieres Renforcement des lois avec participation d agent de surveillance et de contrôle Vulgarisation normes et technique d exploitation et de construction
Acteurs Principaux / Secondaires	TPTC MARNDR MDE BME EPPLS / CT[7] organisations de la Societe Civile
Theme	Biodiversite
Manifestation	Disparition de certaines especes animales et vegetales
Action	Protection des niches ecologiques Reboisement et Repeuplement des especes endogenes Programme de contrôle de la chasse et de la peche
Options Strategiques	Programme de protection et conservation des especes animales et vegetales en voie de disparition
Acteurs Principaux / Secondaires	MDE MARNDR TPTC / CT organisations de la societe civile
Theme	Eau & Assainissement
Manifestation	Probleme d insalubrite Pollution de l eau Probleme de drainage Diminution des sources et des rivieres Gestion irrationnelle de l espace Construction anarchique
Action	Education sanitaire Latrinisation Protection des sources Programme de drainage Reboisement des sources et les berges des rivieres Planification et gestion du territoire
Options Strategiques	Programme d'assainissement

[6] CT- Collectivites Territoriales
[7] CT- Collectivites Territoriales

Acteurs Principaux / Secondaires
TPTC MARNDR MDE BME EPPLS / CT organisations de la Societe Civile

Theme Ressources Terrestes

Manifestation Erosion Deboisement Diminution du Rendement des terres
Non exploitation des terres Gaspillage de l eau

Action Agrosylvi-culture Motivation Encadrement technique
Mise en valeur les terres Gestion de l eau

Options Strategiques Programme d agrosylvicul ture Programme d irrigation et de credit agricole
Politique de gestion de l eau

Acteurs Principaux / Secondaires
TPTC MARNDR MDE BME EPPLS / CT organisations de la Societe Civile

Structure de Gestion Proposée pour la Région Grand Centre

La structure de gestion proposee pour le suivi du PAE au niveau de la region « Grand Centre » est la suivante

Structure de gestion

DENOMINATION	**CODES/PAE (Conseil Departemental pour le Suivi du PAE)**
NATURE	**MIXTE (Privé/Public)**
PORTEE	**Departemental**
REGIE	**Conseil departemental de gestion**
COMPOSITION	**9 membres**
MISSION	**Améliorer, proteger l'environnement et assurer le suivi du PAE**

Conclusion

Toutes les conferences ont eu lieu dans un climat de cooperation reciproque entre les projets et le Secretariat du PAE En effet, c'est la premiere fois en Haiti qu'ont eu lieu de tels fora discutant de l'environnement dans toute son integralite par des experts nationaux soucieux d'apporter leur contribution a l'espace national en etat de delabrement et de degradation Les principaux points a tirer de ces conferences sont

- Un grand nombre de personnes dans toutes les regions du pays aun interêt serieux pour l'environnement,
- Il existe un grand besoin d'education, de formation et d'information sur l'environnement,
- Des idees valables sur les mesures et moyens a adopter pour la mise en oeuvre sur l'environnement ont ete exprimes par les maires et les membres d'organisations de la societe civile,
- Les prochaines seances sur l'environnment devraient être conçues de façon plus petites et plus specifiques aux besoins des communautes et devraient être tenues dans ces communautes mêmes

Ces conlusions et autres confirment que le niveau d'interêt porte a l'environnement est en hausse pour toutes les categories de la population Il existe une grande opportunite pour accomplir beaucoup de choses sur les comportements des gens et intervenir de façon concrete pour ameliorer l'environnement Le rôle joue par les trois projets ASSET, ARD-PACTE et ASOSYE a montre que beaucoup peuventt se realiser et les participants aux conferences esperent voir continuer cette collaboration pour mieux soutenir leur effort, et d'apporter une amelioration pour soutenir la base d'un developpement durable de leurs communautes